



DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

Pacte Territorial d'Insertion 2024-2026

Appel à projets départemental *Linguistique-Français langue Étrangère*

Annexe 1 **CAHIER DES CHARGES ET** **NOTICE CONTEXTUELLE**

Politique en matière de lutte contre la pauvreté, d'insertion sociale et professionnelle et de développement social

Date de lancement de l'appel à projets
1^{er} septembre 2023

Date limite de dépôt des candidatures
13 octobre 2023

Préambule

Issu de la loi n° 208-1249 du 1^{er} décembre 2008, généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA), **le Pacte Territorial d'Insertion (PTI) est un accord départemental** qui traduit une volonté commune de donner davantage de lisibilité dans la mise en œuvre des politiques d'insertion et de faire évoluer les modes de coopération inter-institutionnelles et partenariales sur un territoire. Il s'agit ainsi de **favoriser l'insertion des publics en situation de précarité, au delà-même des bénéficiaires du RSA**, notamment les jeunes, les personnes handicapées.

Son objectif est de participer à accroître le nombre d'accompagnements de personnes très éloignées de l'emploi dans le cadre de parcours intégrés d'accès à l'emploi, de renforcer la qualité et l'efficacité de ces parcours d'accompagnement, et d'améliorer la couverture territoriale de l'offre d'insertion.

Éléments de contexte

A travers ses programmes départementaux d'insertion, le Conseil Départemental a pour ambition de favoriser l'accès à l'emploi pour le plus grand nombre et a fait de l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté l'une de ses priorités.

Données INSEE au 01 janvier 2023 :

262 316 habitants en Tarn-et-Garonne répartis sur 195 communes,
et une croissance rapide de la population en âge de travailler

Données Pôle Emploi au 31 décembre 2022:

Un taux de chômage au 4^{ème} trimestre 2022 de 8,5 %
(8,6 % pour l'Occitanie et 7,0 % pour la France)
avec 25 290 demandeurs d'emploi au 31 décembre 2022.

Données Conseil départemental décembre 2022 :

- 6 167 allocataires du RSA

Le taux de pauvreté de 16,4 % dans le département, supérieur à la moyenne nationale (14,6 %, données Insee 2021), touche plus particulièrement certaines catégories de personnes, notamment les femmes, une partie des jeunes, ainsi qu'une partie des chefs de familles monoparentales. L'offre d'accompagnement renforcé et individualisé, dans le cadre de parcours intégrés d'accès à l'emploi, reste encore insuffisante au regard de l'augmentation du nombre de personnes très éloignées de l'emploi.

De plus, l'ingénierie de ces parcours doit être améliorée : innovation, connaissance des publics et adaptation à leurs besoins. Enfin, **des solutions d'accompagnement adapté ne sont pas accessibles dans tous les territoires.**

1 – Structures visées par l'opération

Sont visés par l'opération les acteurs de l'offre territoriale d'insertion spécialisés dans l'accompagnement des publics fragiles et répondant à un ou plusieurs objectifs fixés dans le présent appel à projets.

2 – Public visé

Les actions proposées dans le cadre du présent appel à projets s'adressent à un public très fragilisé, pour lequel l'objectif demeure l'accès à l'emploi, mais dont les modalités et contenus doivent s'adapter et prendre en compte la spécificité des personnes, leurs parcours de vie et leurs freins linguistiques.

3 – Objectifs

Finalité : Les actions proposées viseront à permettre au public le plus éloigné de l'emploi et le plus désocialisé de développer les compétences de base nécessaires pour envisager un bon niveau d'insertion sociale et professionnelle, à savoir :

- Permettre de développer une autonomie dans les démarches quotidiennes et permettre une inclusion socio-professionnelle durable, par l'acquisition de notions répondant aux socles communs d'objectifs : les savoirs de base linguistiques, opérations mathématiques socle, initiation au vocabulaire spécifique des métiers ... ;
- Travailler l'expression et la compréhension orales et écrites, l'acquisition d'un lexique et d'une syntaxe spécifiques à l'environnement professionnel, afin de permettre l'employabilité et l'autonomie dans les démarches quotidiennes ;
- Favoriser la prise de parole, en travaillant la reprise de confiance en soi et en ses compétences : identifier ses ressources et leurs impacts sur l'employabilité.

4 – Modalité et déroulement de l'opération

A. Conditions de mise en œuvre

✎ Orientation obligatoire du Conseil Départemental, de Pôle Emploi ou des partenaires conventionnés, à l'aide des fiches d'orientation en vigueur. Si prise en charge de la personne, l'opérateur doit renvoyer, au service Insertion, la fiche de prescription assortie de la date du 1^{er} RDV dans les délais impartis.

B. Transmission des informations

✎ Chaque opérateur devra remettre une synthèse de l'intervention qu'il aura réalisée auprès de la personne suivie : il s'agit d'un bilan qualitatif précis avec préconisations sur la suite du parcours. Ces informations seront à transmettre, à la fois directement au référent de la personne bénéficiaire, et au service Insertion (à l'adresse pti@tarnetgaronne.fr), dans le cadre des bilans à transmettre au terme de chaque **période de 3 mois**, ainsi que lors du bilan final de l'opération conventionnée. Le bilan final doit être assorti d'une feuille de route individualisée, élaborée avec les stagiaires, afin d'identifier les actions à mener à court, moyen et long terme.

✎ L'opérateur devra préciser les temps de présence des personnes accompagnées, via une feuille d'émargement.

✎ Des échanges avec les référents et le service Insertion devront permettre de travailler vers d'autres perspectives d'accompagnement, d'étapes de parcours et/ou l'emploi.

C. Modalité de mise en œuvre de l'accompagnement

Au regard des objectifs fixés, l'accompagnement se déroulera sur des temps individuels et collectifs (ateliers thématiques).

↳ **Durée et fréquence des rencontres :**

Cet accompagnement intensif de **160 heures** nécessite une régularité des rencontres. La durée totale de chaque accompagnement individuel ne saurait excéder trois mois, renouvelables une fois sur validation du service Insertion du Conseil Départemental (au vu du bilan final produit à l'issue des trois mois) et après avis du prescripteur initial.

↳ **Déroulement de l'action :**

Les opérateurs devront impérativement s'inscrire sur la plateforme d'évaluation et d'orientation du CIBC – formation linguistique mise en place depuis 2019.

Cette plateforme est directement destinataire des fiches de liaisons des prescripteurs et a pour mission :

- le diagnostic des besoins linguistiques de chaque personne orientée,
- l'orientation appropriée vers les structures et le suivi des parcours,
- l'accompagnement et le soutien des structures adhérentes à la démarche de parcours de formation linguistiques,
- le recueil et l'analyse des données relatives à la demande et à l'offre existante,
- l'évaluation individuelle de la montée en compétences en fin de formation.

Le public sera donc orienté sur l'action de l'opérateur retenu par la plateforme : A l'issue de cette sélection, le candidat retenu devra souscrire, aux obligations suivantes :

- Obligation de suivi des publics en fonction de l'évaluation à l'entrée et d'un bilan des acquis à la fin du parcours.
- Respect des **priorités transversales** suivantes : égalité Femmes/Hommes - lutte contre les discriminations - développement durable. L'opérateur devra garantir et expliciter son engagement quant aux questions d'égalité femmes/hommes et de lutte contre les discriminations.
- **Exigence qualité /gestion** : respect des règles de suivi de gestion exposées dans la convention ; acceptation des contrôles et vérifications menés par le Département et/ou ses partenaires financiers ; cession de la propriété intellectuelle des produits et productions financés par le projet.

↳ **Localisation de l'opération :**

Un maillage territorial plus affiné et une implantation indispensable des opérations sur le périmètre des 5 Maisons Départementales des Solidarités sont souhaités :

Maisons des Solidarités de	Maisons des Solidarités de	Maisons des Solidarités de	Maisons des Solidarités de	Maison des solidarités de
CAUSSADE - NEGREPELISSE	MONTECH – VERDUN SUR GARONNE	CASTELSARRASIN - MOISSAC	BEAUMONT - VALENCE D'AGEN	MONTAUBAN

Les actions se dérouleront sur l'ensemble du territoire du Tarn-et-Garonne. Plusieurs lieux d'intervention pourront être identifiés par le porteur de projet pour assurer un maillage territorial cohérent et compte tenu des problématiques rencontrées par les publics (manque de mobilité, précarité...)

5 – Indicateurs de suivi et évaluation continue (opérationnalité)

- Nature, nombre et durée des rencontres (individuelles/collectives),
- Taux de démarrage de l'opération : nombre de suivis démarrés/nombre de prescriptions,
- Taux d'abandon,
- Situation à l'entrée et à la sortie,
- Durée moyenne d'accompagnement,
- Nombre de réorientations vers d'autres actions/de sortie vers l'emploi,

Chaque opérateur pourra être amené à travailler avec le Conseil Départemental et les autres opérateurs conventionnés sur la formalisation des outils et méthodes permettant de repérer l'employabilité des bénéficiaires, ainsi que sur l'évaluation des opérations mises en œuvre pour en mesurer l'efficacité et l'efficience.

Aussi, chaque porteur de projet s'engage à participer aux différents temps de rencontre sur le Territoires des maisons départementales des solidarités (MDS) et à travailler en collaboration avec le service Insertion du Conseil Départemental.

6 – Coût de l'action (transparence financière)

L'opérateur doit définir le coût de l'action proposée sur le territoire de son choix en précisant :

- 1 – le coût d'intervention horaire ou journalier affecté,
- 2 – le temps prévu en jours ou heures d'intervenants internes ou externes à son organisme,
- 3 – le coût par stagiaire.

Les dépenses prises en considération dans le calcul de la participation financière correspondent aux coûts directs (dépenses de personnel et charges de structure) liés exclusivement à la réalisation de cette action.

Toutefois, le budget prévisionnel devra être équilibré et réaliste et une recherche de pluri-financements ou autofinancement paraît nécessaire à partir de 7 000€. Le budget prévisionnel doit refléter fidèlement l'analyse des besoins et des ressources nécessaires à la réalisation de l'action.

7– Suivi de l'action et procédure de paiement (traçabilité)

Chaque opérateur devra respecter la procédure suivante :

- renvoyer les conventions dans le délai imparti uniquement par courrier (signatures originales)
- utiliser les formulaires, documents et outils transmis par le Conseil Départemental pour effectuer, 2 fois par an (minimum), les rapports et demandes de remboursements relatifs aux actions menées et dépenses correspondantes,
- remettre ces éléments aux dates convenues dans la convention, accompagnés des pièces

nécessaires (liste annexée à la convention),

- accepter de se soumettre à toute vérification préalable des éléments et pièces transmis et à tout contrôle sur place, mené par les services du Conseil Départemental ou services agréés, dans le cadre des règlements en vigueur.

8 – Respect des obligations (conformité)

En cas de non respect de ces obligations et de celles décrites dans la convention, le service Insertion sera à même de demander la suspension de tout paiement ou la résiliation de la convention.

ATTENTION

Le dossier est à remettre OBLIGATOIREMENT

* En format papier, à remplir et à envoyer :

HOTEL DU DEPARTEMENT
Pôle des Solidarités humaines
Direction de la Cohésion sociale – service insertion
APPEL A PROJETS PTI – Linguistique-Français Langue Étrangère

100 boulevard Hubert Gouze
BP 783
82013 MONTAUBAN cédex

* Par mail à pti@tarnetgaronne.fr

Pour tout renseignement, vous pouvez nous adresser vos questions à l'adresse mail pti@tarnetgaronne.fr avant le 15 septembre 2023.

Les réponses seront apportées sur le site du Conseil Départemental du Tarn et Garonne.

Les dossiers seront acceptés, sous la forme requise, jusqu'à la date du 13 octobre 2023, minuit.

Les dossiers reçus hors délais seront déclarés irrecevables.

Les critères de sélection :

Un scoring sera établi : une note minimale de 10/20 sera requise pour que les projets soient étudiés.

↳ **Les opérations seront examinées en fonction des critères suivants : (10 points)**

- 1er critère : Répondre aux besoins en terme de FLE **sur les territoires identifiés par le Département** (cf paragraphe D) par des sessions intensives de 3 mois de 160H minimum et adapter la formation aux personnes en emploi (en soirée et/ou samedi). (3 points)

- 2ème critère : Prévoir les modes d'intervention pour maintenir la continuité de l'accompagnement des publics en cas de situation sanitaire exceptionnelle. (1 point)

- 3ème critère : Capacité de la structure à suivre et respecter les exigences qualitatives et de gestion, notamment en terme de suivi des publics et d'évaluation des parcours. (1,5 points)

- 4ème critère : La valeur ajoutée du projet. Une attention toute particulière sera portée sur les structures proposant un module relatif à la terminologie spécifique en lien avec les métiers en tension repérés dans le cahier des charges. (1,5 points)

- 5ème critère : La capacité matérielle et financière de la structure. L'adéquation des moyens et des personnels avec les actions proposées, l'expérience des intervenants (compétences et qualifications), montant de la demande de fonds de concours. (2 points)

- 6ème critère : Prise en compte des questions spécifiques aux différents publics et/ou relatives aux luttes contre les discriminations : égalité des chances, égalité Femmes/Hommes, public ASE, jeunes, seniors...(1 point)

↳ **Points de bonification pour le classement des projets (10 points)**

- Montant de la subvention sollicitée : bonification si le coût par stagiaire est inférieur à 1 000 euros (2 points) ;

- Tout projet au dessus de 7 000 euros devra présenter un cofinancement (2 points)

- Maillage territorial (1 point);

- Impact du projet sur l'objectif poursuivi, le public accompagné et le territoire (0,5 point) ;

- Ciblage plus spécifique du public ou de zones géographiques, en réponse à un besoin particulier. Prise en compte des caractéristiques du territoire (rural, isolé, zone urbaine sensible,...) (2 points)

- Effet levier pour l'emploi (1 point) ;

- Prise en compte de la question environnementale et de ses conséquences dans le projet(0,5 point) ;

- Cohérence avec d'autres programmes ou dispositifs mis en œuvre sur le territoire (programmation FSE+, politique de la ville,...) (1 point) ;

Le service insertion se réserve la possibilité de demander des précisions et/ou toutes pièces complémentaires utiles, par écrit ou par téléphone.

L'absence d'élément de réponse détaillé au dossier de présentation du projet peut constituer un motif de rejet de la demande de fonds de concours.

S'il est retenu, le porteur de projets fera l'objet d'un conventionnement pour la période 2024, sous réserve des bilans qualitatifs et quantitatifs des actions menées. Il pourra, éventuellement, faire l'objet d'un avenant à la convention initiale pour 2025-2026.

Le calendrier de la procédure :

- Appel à projets en ligne : **du 1^{er} septembre au 13 octobre 2023**

- Instruction des dossiers : **du 16 octobre au 20 octobre 2023**

- comité de sélection : **entre le 23 octobre et le 27 octobre 2023**

- Diffusion des résultats : **à compter du 30 octobre 2023**